



inFO janvier 2019

La section départementale du Nord du SNFOLC vous souhaite une excellente année 2019.

A n'en pas douter, du point de vue militant, celle-ci sera placée sous le signe de la *force* : force du mouvement social, nécessité de créer le rapport de forces pour obtenir satisfaction des revendications, force du collectif et de la lutte fraternelle.

Pour que cette force ne devienne pas violence, pour qu'elle nous permette de reconquérir, et non de se heurter au mur de l'ordre établi, plus que jamais, nous avons besoin de l'*organisation* syndicale, il nous faut une ***force... ouvrière*** !

C'est pourquoi nous vous invitons chaleureusement à participer à notre Assemblée Générale du jeudi 7 février 2019, **pour faire état ensemble de notre situation, élaborer ensemble nos revendications et réfléchir ensemble au meilleur moyen des les faire aboutir.**

En

NOTRE FORCE

attendant,

pour bien

commencer

l'année, tu

peux

adhérer!



L'EST NOS COTISATIONS

Quelques actualités syndicales brûlantes :

1) Pouvoir d'achat : les fonctionnaires humiliés !

Le Secrétaire d'Etat chargé de la Fonction publique a convoqué en urgence les organisations syndicales pour leur donner les mesures en faveur du pouvoir d'achat.

Résultat : rien pour les fonctionnaires !



Pourtant FO n'a cessé d'alerter le gouvernement.

Extrait de la Lettre de l'UIAFP-FO au Ministre de l'Action et des Comptes Publics sur la situation dans la fonction Publique.

« Depuis 2010, la valeur du point d'indice a été gelée sur 7 ans et les rémunérations accessoires ainsi que les taux de promotion sont en diminution. Dans le même temps, au prétexte d'un alignement public/privé, nos retenues pour pension ont augmenté régulièrement, aggravant la perte de pouvoir d'achat. Les mêmes conséquences sont à prévoir en raison de la hausse de la CSG que nous condamnons et qui ne sera plus entièrement compensée à partir de 2020.

Les conditions de travail se sont détériorées, votre gouvernement poursuivant les suppressions de postes qui, mécaniquement, dégradent l'activité et le service rendu à l'utilisateur.

Le mouvement des gilets jaunes semble faire découvrir au gouvernement le malaise social que traverse notre pays. Cela démontre à quel point le gouvernement n'a pas entendu les organisations syndicales depuis des années et à quel point dédaigner la démocratie sociale peut avoir de graves conséquences. Le gouvernement considère avoir répondu au mouvement des gilets jaunes par des mesures dites de pouvoir d'achat pour les salariés du secteur privé. En revanche, aucune annonce pour les fonctionnaires, grands oubliés de l'Etat-employeur qui devrait pourtant être exemplaire et moteur sur ce point.

Le projet de loi de finances 2019 poursuit sa politique aveugle et dogmatique du gel de la valeur du point d'indice et maintient le jour de carence en cas d'arrêt-maladie.

Les carrières sont au point mort, le protocole PPCR n'étant qu'un autofinancement des agents par l'allongement des durées de carrière, la suppression des réductions de temps de service et l'intégration primes/points.

La mystification de l'augmentation du SMIC par la prime d'activité ne permettra pas de rediscuter du



bas de la grille de la catégorie C et, plus largement, de l'ensemble des grilles.

FO Fonction Publique réitère sa demande d'une nouvelle négociation sur les carrières.

Enfin, le dossier « Refonder le contrat social avec les agents publics » et ses chantiers serait déjà traduit dans un futur projet de loi, comme la presse s'en fait écho. Les enjeux sur le Statut général des fonctionnaires et la rémunération sont essentiels et pour autant, nos organisations syndicales n'ont pas connaissance de ce texte.

Cela démontre que le gouvernement n'a toujours pas appris de ses erreurs. »

[Pour lire la déclaration de FO FP lors de la réunion avec M. Dussopt](#)



2) Salaires, services publics, les revendications de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière.

La crise actuelle et le mouvement des « gilets jaunes » sont le produit des politiques économiques et sociales menées depuis de nombreuses années privilégiant les revenus du capital au détriment du pouvoir d'achat des salariés et retraités, de la protection sociale et des services publics.



A cela se sont ajoutées les réformes du code du travail, loi travail et ordonnances, détruisant les droits des salariés et affaiblissant la représentation syndicale et la négociation collective.

Pour une augmentation du SMIC!

Les annonces récentes du Président de la République et du gouvernement ne répondent pas à la revendication d'une véritable revalorisation du SMIC et de la valeur du point d'indice dans la Fonction publique.

FO revendique de porter le **SMIC à 80% du salaire médian**, soit 1 450 € net.

Pour une augmentation générale des salaires!

FO réaffirme **l'urgence d'une augmentation générale** des salaires, pensions et retraites, minimas sociaux, tant dans le privé que dans le public, face aux pertes de pouvoir d'achat subies et accumulées depuis la crise de 2008 par les salariés.

Pour une revalorisation des retraites!

FO affirme **l'urgence d'une augmentation** générale des retraites et pensions.

(...)

[Pour lire et télécharger le tract sur les salaires et le service public](#)